

Droit administratif comparé et étranger

Étude

Le régime juridique des associations en droit turc, par
Ibrahim Ö. KABOĞLU 301

Droit public économique

Étude

Les restructurations du secteur public, par Michel
DURUPTY 309

Droits et libertés

L'interruption volontaire de grossesse : nouvelles dispositions, nouvelle jurisprudence

1. Présentation par Pierre DELVOLVÉ 316
 2. Documents 319
 3. La réparation du préjudice consécutif à un avorte-
ment, par Marie-Pauline DESWARTE 325
(Note sous Cons. d'Ét., 27 sept. 1989, *Mme K. c/ Caisse
primaire d'assurance maladie de la Marne*)
-

Fonction publique

Jurisprudence

Concours annulé et nouveau concours, par Martine
LAROQUE 331
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 8 juin 1990, *Université
de Clermont-Ferrand c/ M. Rougerie*)

Organisation et relations administratives

Jurisprudence

Le contentieux de l'élection des présidents de chambres
de commerce et d'industrie, par Alain BEZARD 340
(Concl. sur Trib. adm. de Lyon, 28 avr. 1989, *M. René
Michal*)

Droit administratif et droit constitutionnel

Étude

L'exécution des lois dans les départements d'Outre-
mer
A propos de la décision du Conseil constitutionnel
n° 90-277 DC du 25 juillet 1990, par Jean-Claude
DOUENCE 345

Droit administratif et droit international

Actualité législative et réglementaire 358
Actualité jurisprudentielle 362
par David RUZIÉ

Informations

- Ministère de l'Environnement et de la Prévention
des risques technologiques et naturels majeurs (Appel
d'offres) 364
- Les problèmes actuels du permis de construire
(Poitiers, 31 mai 1991) 364

Arrêts et avis récents du Conseil d'État

Par Philippe TERNEYRE 365
Période du 15 janvier 1991 au 15 mars 1991

Tables

Alphabétique de matières et chronologiques de textes
et de jurisprudence 393

Les opinions émises dans la revue n'engagent que les auteurs

fora 2

1991

Bimestrielle

7^e année

Mars-Avril

Pages 219-394

 **sirey**



revue française de droit administratif

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Dalloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 53 48

Abonnements

(mandre paiement à l'ordre de Dalloz-
messageries aeriennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 n^{os} 1991

France et D.O.M. : 550 F

Étranger : 630 F

Administration et abonnements

Dalloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 54 54

Les abonnés qui, à la reception de ce numero, constateront que la
revue précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le
service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pen-
dant plus de 6 mois le service des numeros manquants.

Table des matières

La réforme des postes et télécommunications

Lois nos 90-568 du 2 juillet 1990 et 90-1170 du 29 décembre 1990

- Les habits neufs des postes et télécommunications, par Gérard MOINE 222
- Réforme des postes et télécommunications : le volet social, par Serge SALON 235
- La réforme des postes et télécommunications : le passage du statut d'usager d'un service administratif à celui de client d'un service public industriel et commercial, par Emmanuel GUILLAUME 239
- La réforme juridique des télécommunications en France, par Lucien RAPP 243

Rubriques

Actes unilatéraux et contrats

Jurisprudence

La légalité des conventions conclues entre le départe-
ment et des organismes privés en vue de la lutte contre
les maladies mentales, par Bernard STIRN 267
(Concl. sur Cons. d'Ét., 17 mars 1989, *Syndicat des
psychiatres français et autres*)

Biens et travaux

Jurisprudence

**L'ordonnance d'expropriation vaut-elle juge-
ment d'expulsion des occupants se maintenant
dans les lieux?**

(Cons. d'Ét., Section, 18 mai 1990, *Ville de Nice c/
M. Ferrari*)

- 1. Conclusions, par Marc FORNACCIARI 271
- 2. Observations, par Pierre BON 276

Biblioteca de la Corte Suprema de Justicia de la Nación	80821
Nº de Cron	
Contenieux	2-75
Ubicación	

Jurisprudence

La jonction des requêtes devant être jugées en séance
non publique (à propos du contentieux disciplinaire
des ordres professionnels), par Charles de LA VER-
PILLIÈRE 279
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 30 mars 1990, *M. Bot-
tazzi*)

Le contentieux des mises en demeure (nature de l'acte,
intérêt à agir des tiers), par Bernard STIRN 285
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 25 janv. 1991, *Confédé-
ration nationale des associations familiales catholiques et
autres*)

La compétence des tribunaux judiciaires pour connai-
tre de la responsabilité de l'État à raison des dommages
causés par la Commission des opérations de bourse, par
François LLORENS 293
(Note sous Cons. d'Ét., Section, 6 juill. 1990, *Compa-
gnie diamantaire d'Anvers et M. Delcourt*)